

## Burundi : L'affaire Mbonimpa suscite une vague de réactions internationales

RFI, 11-06-2014 Burundi : le maintien en détention de Mbonimpa suscite des inquiétudes. Les réactions se multiplient après l'annonce du maintien en détention de Pierre-Claver Mbonimpa. Cette figure de la société civile burundaise s'est vue refuser sa remise en liberté provisoire le 9 juin en appel. Le président de l'Aprodh est accusé d'atteinte à la sécurité intérieure et extérieure pour avoir dénoncé de possibles formations militaires de jeunes dans de la République démocratique du Congo. Et suite à cette décision, la communauté internationale fait part de son inquiétude.

Les premiers à réagir, ce sont les Etats-Unis qui se disent inquiets et avoir fait part de cette inquiétude au ministre de la Justice burundais. Washington appelle Bujumbura à respecter la procédure et les droits de Pierre-Claver Mbonimpa, le président de l'Aprodh, l'Association burundaise pour la protection des droits humains et des personnes détenues. L'Union européenne va plus loin. Par la voix de son envoyé spécial pour les Grands Lacs, elle souligne l'importance du rôle et la contribution que la société civile doit pouvoir donner dans le cadre de l'organisation des élections. Parlant de la détention de Pierre-Claver Mbonimpa comme d'un cas emblématique, c'est pour ça que nous avons rendu public notre préoccupation, explique Koen Vervaeke. « Nous devons ensemble encourager les autorités burundaises à préserver l'espace politique et l'espace pour la société civile. Et une justice indépendante, évidemment, en fait a déclaré Koen Vervaeke, Envoyé spécial de l'UE pour les Grands Lacs. La France, par la voix du porte-parole du Quai d'Orsay, dit également suivre avec attention cette situation. « Nous restons notamment vigilants s'agissant du respect, par la justice burundaise, du principe des droits de la défense et du droit à un procès équitable », explique Romain Nadal ajoutant « Paris réaffirme son soutien à l'action des défenseurs des droits de l'Homme partout dans le monde. Même son de cloche de la part de la Belgique qui dit en avoir parlé avec le gouvernement burundais. Le porte-parole de la diplomatie belge explique par ailleurs que « dans la perspective des élections, il est important d'avoir un climat apaisé avec le respect de la liberté d'expression et plus largement des droits de l'homme ». Enfin, la Grande-Bretagne se dit également préoccupée. Le Foreign Office rappelle que des diplomates européens (britannique, belge, français, irlandais) étaient présents parmi la foule de quelque 200 personnes, le jour où la Cour d'appel étudiait la demande de remise en liberté de Pierre Claver Mbonimpa.